

Sa bibliothèque, c'était lui-même, il vivait pour elle et par elle, il en était fier, c'était son enfant. Sa pensée de tous les moments, c'était de la rendre en quelque sorte inviolable, et d'en assurer à jamais la conservation. Il s'indignait à l'idée que la moindre parcelle de ses trésors en fut jamais distraite par une main infidèle, et parlait souvent des mesures qu'il se proposait de prendre pour en assurer à ses concitoyens la jouissance intégrale. M. Coste redoutait que, après sa mort, quelques volumes ne fussent enlevés à ses collections, malheur arrivé à la bibliothèque Adamoli, et qui arrivera toujours de loin en loin aux bibliothèques publiques les mieux gardées; il ne s'agit pas aujourd'hui du détournement possible de quelques livres; c'est la bibliothèque entière qui doit être dépécée, mutilée et complètement anéantie. L'œuvre admirable que M. Coste avait formée avec tant d'intelligence, ne doit, dit-on, pas vivre au delà du temps nécessaire pour en dresser le catalogue de vente.

Avant de dire nettement ma pensée sur cette profanation, je dois d'abord poser la question dans des termes réels.

La bibliothèque de M. Coste se compose de livres infiniment précieux, soit sur l'histoire générale, soit sur l'histoire de France en particulier, d'éditions lyonnaises, et enfin d'ouvrages divers en très-grand nombre, et de manuscrits sur Lyon. M. Coste n'a jamais eu l'intention de donner à la ville sa bibliothèque tout entière, il lui destinait seulement ses éditions lyonnaises, et ses livres, manuscrits ou documents de toute nature qui ont Lyon et le Lyonnais pour objet. Toute considérable qu'elle est par la quantité, cette partie de sa bibliothèque n'a pas, à beaucoup près, la valeur de l'autre; livrée aux enchères, elle produira très-peu d'argent, circonstance qui la rendra bien plus regrettable. En effet, bien peu des ouvrages dont l'Histoire de Lyon est le sujet ont quelque valeur (je parle de valeur matérielle); très-peu, sous ce rapport, sortent de la catégorie des livres les plus vul-

cement d'exécution, il est donc permis, jusqu'au dernier moment, de révoquer en doute une nouvelle que les amis des lettres considèrent à bon droit, si elle est vraie, comme l'annonce d'une calamité publique.